

Prémonitions sur les Désillusions généralisées après les élections locales brouillonnes et frauduleuses du 30 Juin 2019 au Togo.

Par **K. Kofi FOLIKPO [1]**

Une nouvelle fièvre électoraliste a contaminé certains Togolais depuis la tenue du simulacre d'élections législatives du 20 Décembre 2018.

Et ils s'agitent avec frénésie à aller le 30 juin 2019 élire pour la première fois leurs Conseillers municipaux et leurs Maires en vue de concrétiser la Gouvernance locale tant prônée par le régime de Faure GNASSINGBÉ.

Pour le violent régime cinquantenaire des GNASSINGBÉ, il s'agit de donner à ses maîtres (occidentaux) l'impression qu'une bonne Gouvernance existe ou se met en marche au TOGO, même si la réalité quasi-quotidienne démontre le contraire.

Pour les partis politiques alimentaires lui servant d'opposition-béquilles, l'enjeu consiste à avoir la mainmise sur des Communes dans l'espoir d'y engranger des victoires électorales aux prochaines élections présidentielles.

Pour de nombreux candidats dits indépendants, il s'agit de mettre désormais la main sur tout pactole venant de l'extérieur et visant un investissement quelconque dans leur localité respective.

La Diplomatie de la corruption et de la mafiosi incarnée au TOGO par les Ambassadeurs de la France, de l'Allemagne, des États-Unis d'Amérique, de l'Union Européenne et par le Nègre de service représentant le PNUD a pesé de tout son poids à travers des pressions intenses de manipulation psychologique sur les politiciens alimentaires et sur les masses populaires maintenues dans l'ignorance afin que ce scrutin brouillon et à la va-vite ait lieu impérativement avant la fin de l'année 2019.

L'argument fallacieux mis en avant pour attirer ces politiciens alimentaires ultra-bornés et ces masses populaires désinformées dans la nasse mortifère a consisté à leur faire miroiter de «petites victoires» (sic!) en matière électorale face au violent régime archaïque et héréditaire de GNASSINGBÉ-père-et-fils qui n'a pas pu être évincé depuis bientôt 30 ans, en omettant d'avouer honnêtement que ce régime inhumain et héréditaire est toujours en place grâce au soutien hypocrite et cynique qu'il a toujours reçu de cette Diplomatie de la corruption, de la mafiosi et de l'infantilisation.

Chacun y va donc avec ses arrières-pensées et ses calculs, sans se dire que d'autres nombreux Togolais non impliqués dans cette dynamique électoraliste fade et de façade ont une autre lecture de la réalité togolaise.

En effet, pour ces nombreux Togolais non impliqués dans cette dynamique mortifère, la solution au problème togolais ne se trouve pas dans des simulacres d'élections à répétition constituant simplement une fuite récurrente en avant.

Le problème politique, socio-économique et administratif du TOGO est que l'État togolais piloté depuis plus de 50 ans par le violent régime prédateur de GNASSINGBÉ-père-et-fils est devenu **un État en faillite chronique** aussi bien sur le plan financier, économique, social que sur le plan éthique.

Le détournement des immenses ressources économiques de l'État par une minorité pilleuse, rapace et cruelle gravitant au sein et autour de la galaxie du régime des GNASSINGBÉ, ajoutée à la corruption endémique érigée en mode de gouvernance a fait du TOGO **un État très endetté et en banqueroute totale** livré (ensemble avec ses immenses richesses naturelles et sa brave Population très laborieuse) à la merci de différents réseaux mafieux étrangers très dangereux et à la merci d'institutions financières étrangères et internationales prédatrices vivant de façon saprophyte de l'endettement dans lequel le régime des GNASSINGBÉ a plongé le TOGO depuis des décennies.

Les sorties médiatiques régulières du ministron-argentier Sani Yaya pour vanter de prétendues «performances macroéconomiques» (sic!) du TOGO ne sont en réalité du saupoudrage cosmétique visant à plaire aux prétendus «bailleurs de fonds» pour les caresser dans le sens du poil et ne reflètent en rien la réalité socio-économique poignante de l'immense majorité des Togolaises et des Togolais vivant dans la précarité, dans le dénuement total et dans le déni de tout Droit élémentaire.

Le stratagème très habile conçu par ce régime archaïque et ses maîtres à penser prédateurs (occidentaux et chinois) consiste d'un côté à décharger le Gouvernement national de son obligation impérative de doter la Population des infrastructures de base (routes et pistes rurales en bon état, adduction d'eau potable, électrification, édifices scolaires et médico-sociaux, équipements de télécommunications, espaces et centres de loisirs etc.) et de lui fournir les services publics de base (santé publique de qualité, instruction publique de qualité, fourniture des denrées de première nécessité, etc.) pour les imposer habilement à la pauvre Population déjà exsangue!

De l'autre côté, cette pauvre Population contrainte ainsi de se prendre entièrement en charge sera écrasée par le poids économique et financier pour la réalisation de ces infrastructures de base et pour la fourniture de ces services publics de base.

Elle sera obligée de brader les ressources vitales qui lui restent (terres fertiles regorgeant de précieuses ressources minières, sources d'eau potable, matériaux de construction, etc.) à de prétendus «investisseurs» dont l'unique but est de s'enrichir cyniquement sur le dos de cette Population. Elle sera également à la merci de prétendus «ONG» douteux qui lui monnayeront à prix d'or les services publics de base dans le domaine de la santé, de l'instruction publique et de salubrité publique.

Cette pratique cynique est déjà une amère réalité dans certains pays de l'Amérique latine tel que le **Brésil** où de riches régions entières avec l'ensemble de leurs populations sont bradées aux grandes multi-nationales nord-américaines qui y viennent s'enrichir allègrement sur le dos de cette Population, depuis le monnayage onéreux de la santé de base jusqu'au travail rémunéré pour un salaire de misère dans les mines creusées sur leur propre Sol ancestral en passant par le monnayage onéreux de la scolarisation.

Cette pratique cynique est également déjà une amère réalité au **Cameroun** où l'industriel mafieux français **Vincent BOLLORÉ** s'est accaparé frauduleusement de milliers d'hectares de terres très fertiles incluant la Population qui y vit pour être exploitée comme une main d'oeuvre servile sur les vastes plantations de palmeraie, grâce à la complicité meurtrière et méchante du vieux régime corrompu de **Paul BIYA**.

Beaucoup de Togolaises et de Togolais peu avertis n'ont pas encore remarqué que le régime prédateur de Faure GNASSINGBÉ et ses parrains étrangers introduisent insidieusement déjà cette pratique cynique de paupérisation de la Population laborieuse à travers plusieurs faits:

- (a) l'introduction du péage sur les axes routiers togolais (en plus des taxes routières payées chaque année par chaque propriétaire de véhicule au Ministère du Commerce et des Transports),
- (b) la quasi-privatisation de la distribution des hydrocarbures se trouvant entre les mains exclusives d'un cercle très fermé des barons du régime,
- (c) la multiplication anarchique d'établissements scolaires et universitaires privés allant de pair avec la négligence délibérée des établissements publics tant sur le plan des infrastructures que sur le plan de la qualité de l'enseignement,

- (d) la privatisation de la fourniture à compte-goutte de l'eau potable et de l'électricité;
- (e) l'abandon cynique des hôpitaux publics dans un état piteux allant de pair avec la contractualisation des soins de santé dans certains hôpitaux publics aux mains de groupes d'intérêts privés obscurs et allant de pair avec la création anarchique de cliniques privées;

Voilà quelques signes évidents de ce complot ourdi contre la laborieuse Population togolaise des villes et campagnes.

Les politicards alimentaires togolais se réclamant d'une certaine «opposition» et autres citoyens naïfs qui s'agitent frénétiquement sous le label de "candidats indépendants" (stipendiés ou non par le régime prédateur de Faure GNASSINGBÉ) ne se sont jamais sérieusement posés jusqu'ici la question de comprendre pourquoi le régime togolais et ses parrains étrangers pompeusement dénommés le "**Groupe des Cinq**" (Allemagne, États-Unis d'Amérique, France, PNUD et Union Européenne) tiennent si fermement à leur agenda électoraliste marqué toujours par des fraudes flagrantes et récurrentes pour maintenir la pègre de Faure GNASSINGBÉ en place, malgré les revendications légitimes des Forces Citoyennes togolaises pour la fin de la paupérisation endémique incarnée par ce régime et pour de meilleures conditions de vie et de travail de la Population des villes et campagnes.

Ils ne se sont jamais posés sérieusement la question de comprendre pourquoi ce "**Groupe des Cinq**" tient si fermement à la tenue d'élections locales avec tant de précipitation, tout en reconnaissant que les conditions de transparence et de vérité des urnes sont loin d'être réunies!

Ils ne se sont jamais posés sérieusement la question de savoir quelle sera concrètement la configuration administrative du TOGO au lendemain de ces prétendues élections locales hâtives et dans quelles conditions ces "heureux élus locaux" vont débiter leur travail jusqu'aux prochaines consultations électorales (présidentielles) prévues pour 2020!

On voit donc clairement au regard de toutes ces questions sans réponse que le régime prédateur de Faure GNASSINGBÉ et ses parrains étrangers fonctionnent systématiquement selon un agenda machiavélique bien établi visant à pousser la brave Population togolaise dans une situation insoutenable de servitude volontaire pour assumer des tâches et rôles revenant en principe à l'État, tandis les "participationnistes" à cette kermesse électorale de trop y vont soit par naïveté, soit par faux calculs politiques couplés de cupidité et de vénalité ou encore soit par les deux!

Les grandes Désillusions qui pourront s'abattre sur ces "participationnistes" au lendemain de ce scrutin hâtif conduisant mortellement la pauvre Population togolaise dans un piège sans fin encore plus pernicieux peuvent se résumer en ces 7 points suivants:

- (1) Les nouveaux "élus locaux" vont découvrir avec surprise que les Communes n'existent que par délimitation cartographique et non comme Entités administratives existantes et dotées de structures et d'infrastructures de fonctionnement.
- (2) Le Gouvernement togolais incarné par le violent régime prédateur de Faure GNASSINGBÉ accordera certes à travers les Préfets quelques maigres subventions comme appui (symbolique) de l'État aux Communes, mais se servira de ce prétexte de «décentralisation» pour se désengager totalement de toute obligation de construction et d'entretien des infrastructures scolaires, médico-sociales, routières, commerciales et autres.

- (3) Cette subvention sera conditionnée par l'obligation pour les Communes de trouver elles-mêmes des sources de financement (soit à travers les taxes locales sur les marchés locaux ou sur les axes routiers, ou soit à travers des appuis extérieurs de supposés «partenaires» du développement) .
- (4) Les sources de financement que les Communes pourraient trouver aussi bien à travers les taxes qu'à travers des appuis extérieurs seront contrôlées par le Gouvernement togolais, sous le prétexte qu'elles perçoivent des subventions de l'État et sous le prétexte qu'une partie de ce financement trouvé par les Communes elles-mêmes doit alimenter une certaine «Caisse de péréquation» pour aider d'autres Communes en cas de difficulté temporaire.
- (5) Lorsque les Communes seront acculées par les charges financières, le régime togolais les exhortera à privatiser la santé de base, l'instruction publique de base, les infrastructures routières, l'adduction d'eau potable, l'électrification des localités, etc.
- (6) Le pouvoir d'achat des populations (surtout en milieu rural) étant très faible pour permettre aux Communes d'imposer des taxes foncières et des taxes d'habitation aux habitants (comme cela se fait dans les pays comme la France que le régime togolais prend maladroitement pour modèle), ces Communes seront contraintes de brader à de prétendus «investisseurs étrangers» (chinois, indo-pakistanaï, européens et autres) et «investisseurs locaux» (qui ne sont que des prête-noms pour les barons corrompus du vieux régime) de vastes domaines fonciers très fertiles ou regorgeant de précieuses ressources minières qui auront été préalablement arrachées aux collectivités familiales sous le motif fallacieux d'«utilité publique».
- (7) La Population dans ces Communes artificielles, repoussée jusque dans son dernier retranchement économique et condamnée à ne plus produire que des Prolétaires des temps modernes sur son propre Sol ancestral au profit d'un gang de violents prédateurs locaux et étrangers, ne peut que devenir le terroir explosif de toutes les frustrations, avec les risques de dégénérescence vers diverses formes d'extrémismes violents ou avec le risque de récupération par ces extrémismes qu'aucune action militaire ou policière conventionnelle ne peut juguler définitivement.

Au regard du tableau apocalyptique dressé ci-dessus, les jusqu'au-boutistes cupides et cyniques du violent régime prédateur de Faure GNASSINGBÉ tout comme les "participationnistes" alimentaires de toutes couleurs qui se pressent à prêter une fois encore le flanc à cette mascarade électorale de mauvais goût à la date du 30 Juin 2019 au TOGO, doivent réfléchir profondément aux conséquences dévastatrices de leur jeu malsain qui ne saurait les épargner et encore moins épargner leurs intérêts cupides et égoïstes amassés de façon cynique pendant des décennies sur le dos du digne Peuple Togolais qui peut se lever en tout moment pour revendiquer légitimement sa *Liberté* et sa *Dignité*.

Lenzburg (SUISSE), le 10 Juin 2019

Mars en Chute, en Conjonction avec le Noeud lunaire Nord; Jupiter en Domicile; Saturne en Domicile; Neptune en Domicile.

Contacts:

PYRAMID OF YEWE

Postfach

CH-5600 Lenzburg (SUISSE)

Web: www.pyramid-of-yewe.org